

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE,
DE LA POLITIQUE SCIENTIFIQUE,
DE L'ÉDUCATION, DES
INSTITUTIONS SCIENTIFIQUES
ET CULTURELLES NATIONALES,
DES CLASSES MOYENNES ET DE
L'AGRICULTURE

COMMISSIE VOOR HET
BEDRIJFSLEVEN, HET
WETENSCHAPSBELEID, HET
ONDERWIJS, DE NATIONALE
WETENSCHAPPELIJKE EN
CULTURELE INSTELLINGEN, DE
MIDDENSTAND EN DE
LANDBOUW

du

van

MARDI 30 novembre 2010

DINSDAG 30 november 2010

Matin

Voormiddag

La réunion publique est ouverte à 10 h 23 sous la présidence de M. Kristof Calvo.

01 Question de M. Peter Logghe au ministre du Climat et de l'Énergie sur "les certificats verts pour Electrabel" (n° 1118)

01.01 Peter Logghe (VB): Dans le port de Gand, Electrabel investit 127 millions d'euros dans la transformation d'une centrale au charbon en une centrale à biomasse qui produira annuellement plus de 1 million de mégawatts-heure d'électricité et génèrera des recettes annuelles de l'ordre de 100 millions d'euros en certificats verts. L'électricité sera produite par la combustion de pellets provenant du Canada. Cette méthode n'est pas la plus propre ni la plus innovante pour générer de l'électricité verte. Les certificats verts et l'appui apporté aux énergies propres sont ainsi tout à fait détournés de leurs objectifs. Electrabel, qui bénéficie encore d'une position de monopole, n'en sortira-t-elle pas encore renforcée? Où en est le dossier de la taxe nucléaire en principe due par Electrabel?

01.02 Paul Magnette, ministre (*en néerlandais*): Cette question est liée à une ordonnance de la Région flamande visant à promouvoir la production d'électricité à partir de sources d'énergie renouvelables. Je renvoie à cet égard vers ma collègue Freya Van den Bossche. Le système légal ne favorise pas un seul producteur mais prévoit un régime d'aide pour chaque investisseur qui souhaite se lancer dans la production d'électricité à partir de sources d'énergie renouvelables. En outre, Electrabel ne verra pas sa position renforcée sur le marché de l'électricité, étant donné que la puissance d'installation n'a pas été modifiée.

La Cour constitutionnelle a rejeté en mars 2010 le recours en annulation introduit par Electrabel, GDF et SPE contre la contribution de 250 millions d'euros à charge des exploitants nucléaires. La taxe pour 2008 et 2009 a été payée et la taxe pour 2010 est due.

L'incident est clos.

Président: Peter Logghe.

02 Questions jointes de

- **M. Kristof Calvo** au ministre du Climat et de l'Énergie sur "l'exportation d'appareils de gammagraphie vers l'Iran" (n° 1268)
- **Mme Catherine Fonck** au ministre du Climat et de l'Énergie sur "les plaintes introduites contre les

exportations de matériaux nucléaires à l'Iran" (n° 1304)

- M. Olivier Deleuze au ministre du Climat et de l'Énergie sur "l'exportation vers l'Iran de matériel frappé d'embargo" (n° 1307)

02.01 Kristof Calvo (Ecolo-Groen!): L'uranium appauvri, dont il est question dans l'une des plaintes du dossier des transports nucléaires à destination de l'Iran, ferait partie des appareils de gammagraphie à propos desquels la commission CANPAN a émis le 19 mars dernier un avis défavorable, étant donné que ces appareils pourraient être utilisés dans le secteur nucléaire et que l'entreprise destinataire était considérée à ce moment-là comme une entreprise à problème.

Cette information est-elle exacte? Le ministre dispose-t-il d'indices de fautes, que ce soit sur le plan administratif ou politique? Pourquoi n'a-t-il pas attiré notre attention, lors de notre réunion de commission du 17 novembre, sur le fait que les appareils de gammagraphie peuvent également être utilisés à des fins nucléaires?

En sait-on déjà un peu plus sur l'issue de ces procédures juridiques? L'entreprise concernée peut-elle poursuivre ses activités? Avez-vous pris des mesures pour éviter de nouveaux problèmes? La Région concernée a-t-elle encore délivré des autorisations d'exportation d'appareils de gammagraphie avant ou après l'avis négatif de mars 2009? Avez-vous connaissance de livraisons similaires par d'autres entreprises belges? Est-il exact que toutes les Régions ne sollicitent pas l'avis de la CANPAN pour ce genre de matériel? Pouvez-vous en dire plus sur l'autre dossier concernant la poudre de zirconium? Pouvez-vous fournir plus de détails sur toutes les infractions à la loi du 9 février 1981 constatées depuis ma question du 17 novembre?

02.02 Catherine Fonck (cdH): Si une note dite confidentielle de la Commission d'avis pour la non-prolifération des armes nucléaires (CANPAN) est manifestement "tombée du camion", il serait logique que chacun puisse en disposer.

Le non-respect de l'interdiction d'exporter ou de faciliter la fourniture à l'Iran de matériel pouvant être utilisé dans les processus d'enrichissement, de retraitement ou de fabrication d'eau lourde concerne-t-il d'autres entreprises que MDS Nordion de Fleurus? J'ai lu qu'il y aurait eu huit expéditions. Par où ont-elles transité? Il me semble difficile que de telles exportations passent inaperçues.

MDS Nordion a-t-il consulté les autorités responsables? Une plainte a été déposée le 13 mars 2008 par le SPF Économie concernant la poudre de zirconium. Vous-même n'avez déposé plainte que le 18 mai 2010. Quel nouvel événement justifie le fait que vous vous soyez porté partie civile deux ans plus tard?

En ce qui concerne le dossier de l'uranium appauvri, vous ne vous êtes pas porté partie civile alors que le SPF Économie a déposé plainte en 2010. Pourquoi une telle discordance entre les deux dossiers?

Ne faut-il pas se demander si des exportations de matériel nucléaire ont eu lieu ces cinq ou dix dernières années, qui auraient échappé aux contrôles existants? Le système d'alerte est-il suffisant? Lorsque de telles expéditions surviennent, qu'en est-il de la responsabilité des autorités belges concernant la nécessité de retrouver la trace des produits?

02.03 Olivier Deleuze (Ecolo-Groen!): Le dossier transmis à la CANPAN nous est parvenu.

L'exportation a fait l'objet d'un avis négatif de la CANPAN, considérant que le nombre important de machines à livrer augmente le risque d'utilisation dans des programmes militaires et qu'à partir du moment où il s'agit de machines de gammagraphie utilisant de l'iridium 192, l'exportation doit être refusée. Il ne s'agit donc pas, comme vous l'avez dit en commission, de la manière dont le dossier a été introduit. Il semble bien que le matériel ait été envoyé.

Le dossier examiné par la CANPAN le 19 mars et pour lequel un avis négatif a été rendu a-t-il fait l'objet d'une plainte de la part de votre administration? S'agit-il bien de ce matériel-ci?

Les autorisations que vous avez refusées pour du zinc, du zirconium et de l'uranium ainsi que les deux plaintes que vous avez déposées relèvent-elles du même dossier? Sinon, à quel type de matériel ont-elles trait?

02.04 Paul Magnette, ministre (*en français*): Ma volonté de totale transparence sur ce sujet reste constante mais elle a ses limites, vu la procédure judiciaire pendante. De plus, je vous rappelle que les rapports de la CANPAN sont classés confidentiel, et que leur diffusion tombe sous le coup de la loi du 11 décembre 1998.

(*En néerlandais*) Nous nous sommes aperçus après coup que de l'uranium appauvri avait été exporté et que cet uranium se trouvait dans le conditionnement des sources transportées. Lors de la dernière réunion de commission, j'ai déjà répondu qu'aucune demande n'avait été introduite en vue de l'obtention d'une licence d'exportation d'uranium appauvri et que c'était d'ailleurs l'objet d'une plainte au pénal.

En revanche, une demande de licence d'exportation a bien été introduite pour de l'iridium, substance qui n'est pas prohibée, ce qui n'a pas empêché la CANPAN de rendre à son sujet un avis défavorable en raison du fait qu'il s'agissait d'exporter cette substance vers l'Iran. J'ai donné suite à cet avis le 4 juin 2009. Dans ce dossier, nous sommes donc en présence d'une double infraction à la réglementation. Actuellement, la justice se penche sur la question de savoir si d'autres livraisons ont été effectuées ensuite.

La justice examine également la question de savoir s'il existe une corrélation entre l'exportation d'appareils de gammagraphie et l'exportation d'uranium appauvri. Lors de la réunion précédente, j'ai déjà fourni toutes les informations y relatives dont je dispose. Les appareils de gammagraphie ont une source radioactive conditionnée dans une coque où se trouve de l'uranium appauvri et sont utilisés dans l'industrie ou la médecine.

(*En français*) La question de savoir si cela peut être utilisé dans telle ou telle industrie ne relève pas de mes compétences. Je suis les avis de la CANPAN. Quand ce point figure sur la liste, il doit faire l'objet d'une demande et s'il s'agit d'une demande d'exportation vers l'Iran, elle doit être interdite selon notre doctrine clairement fixée.

Mon administration ne peut disposer d'information concernant l'état d'avancement de la procédure judiciaire. J'attends les résultats de l'enquête pour déterminer si des mesures supplémentaires doivent être prises. Il n'y a plus eu de demandes d'avis pour les autorisations d'exportation d'appareils de gammagraphie vers l'Iran.

Le dossier ne peut être traité par la CANPAN. On ne peut remettre un avis sur la délivrance ou non de l'autorisation du ministre de l'Énergie, que si la Région concernée a transmis les informations demandées. Cela pose la question d'une éventuelle réforme de la procédure.

(*En néerlandais*) J'ai demandé à mon administration de rechercher toutes les infractions à la loi du 9 février 1981 dans les archives de la CANPAN.

(*En français*) Pour ce qui concerne le zirconium, les deux autorisations refusées s'inscrivent bien dans le cadre du même dossier.

Je le répète pour M. Deleuze, il n'y a pas eu de demande d'autorisation d'exportation vers l'Iran de poudre de zirconium. Par conséquent, la CANPAN n'a pas été saisie de l'exportation mais en a été informée par la cellule "Embargo", sur base d'une facture de livraison.

J'ai donc déposé une plainte le 13 mars 2008 et, le 18 mai 2010, me suis constitué partie civile. Il n'y a pas de traitement différent des deux dossiers mais des dates différentes.

Pour ce qui concerne la date d'information de l'Agence fédérale de contrôle nucléaire par l'Euratom, je vous renvoie à la ministre de l'Intérieur. C'est l'agence qui a ensuite informé la CANPAN en date du 21 décembre 2009, en même temps que la direction générale Énergie puisque celle-ci assure le secrétariat de la CANPAN.

02.05 Kristof Calvo (Ecolo-Groen!): J'aurais préféré que la réponse ministérielle fût plus "politique" et moins administrative. Le ministre a une conception très personnelle de la notion de transparence totale. Il considère en outre qu'il ne lui incombe pas de savoir si la substance litigieuse est utilisée dans l'industrie nucléaire. Et il estime que lors de notre précédente réunion de commission, il n'a pas été autorisé à nous en faire part.

02.06 Paul Magnette, ministre (*en français*): Ce n'est pas ce que j'ai dit, monsieur Calvo. J'ai dit que la question ne se pose pas: à partir du moment où un produit figure sur la liste, il ne doit pas être exporté. C'est tout.

Ne faites pas de la communication pour le plaisir!

02.07 Kristof Calvo (Ecolo-Groen!): Le rapport de la CANPAN du 19 mars s'étend largement sur les applications nucléaires potentielles de ce produit. Le ministre se refuse à prendre des mesures supplémentaires en l'absence de conclusions juridiques, alors qu'il convient de tout temps d'éviter que des problèmes supplémentaires ne se posent.

Une fois de plus, le ministre ne répond pas aux questions relatives à l'autorisation d'exportation et à la coopération entre le niveau fédéral et les Régions. Un ministre qui est compétent pour la non-prolifération nucléaire se doit de clarifier la situation. Je n'attends pas que le ministre joue le rôle de juge mais j'attends de sa part plus d'information et un engagement plus ferme. Sinon, des questions continueront à être soulevées, ce qui est néfaste pour notre crédibilité internationale.

Il semblerait que le ministre se contente de prendre acte de la communication du représentant de la Région flamande selon laquelle il demandera à son administration de ne plus signaler ce type d'appareils à la CANPAN. Si le ministre continue sur la même voie, la sous-commission Sécurité nucléaire gagnera encore en importance.

02.08 Catherine Fonck (cdH): Vous n'avez pas confirmé le nombre d'exportations qui ont eu lieu. J'estime qu'il a dû y avoir de l'ordre de 40 à 80 kilos d'uranium appauvri exportés.

Je m'interroge sérieusement sur la manière dont tout cela a pu se passer. Ces matières n'ont pas été exportées dans un petit sac en plastique anodin. Je ne puis imaginer que des produits comme ceux-là puissent être transportés, à l'insu de tous, vers une industrie nucléaire iranienne dont on soupçonne les visées militaires.

Tout le monde sait que l'Iran entretient une forme de confusion entre l'usage militaire et l'usage civil de son industrie nucléaire. Nous devons plus que jamais nous montrer vigilants.

Vous n'avez ni confirmé ni infirmé les contacts que vous auriez pu prendre, avec les instances internationales et les entreprises elles-mêmes, pour connaître le destinataire final de ces exportations.

Le Parlement doit se saisir de ce dossier, avoir un débat, récolter les données de ces dernières années, réexaminer la législation et verrouiller les points de faiblesse.

Je m'étonne des différences entre votre version et celle des autorités locales de Fleurus, une commune à majorité absolue de votre parti.

02.09 Paul Magnette, ministre (*en français*): Me parlez-vous du conseil communal de Fleurus?

02.10 Catherine Fonck (cdH): Je parle des autorités, qui affirment qu'il s'agit de petites quantités d'uranium appauvri utilisé pour produire des containers de protection et d'autres produits commerciaux standardisés protégeant les personnes contre les radiations, et non pas des matières fissiles.

S'il y a une enquête judiciaire en cours, certains ont déjà conclu qu'il n'y avait pas péril en la demeure. Je trouve cela très léger.

02.11 Paul Magnette, ministre (*en français*): Je ne suis pas responsable des dires de la section locale de Wanfercée-Baulet!

02.12 Catherine Fonck (cdH): Je sais que votre emprise sur la région de Charleroi est importante.

02.13 Paul Magnette, ministre (*en français*): J'ai bien du mal à faire passer quelque message aux bourgmestres.

02.14 Catherine Fonck (cdH): Si, demain, des bombes nucléaires sont construites en Iran, chacun devra se remettre en question!

02.15 Olivier Deleuze (Ecolo-Groen!): D'après l'avis de l'ambassade des États-Unis, ces machines restent en-deçà de la définition de l'usage double (civil et militaire) reprise dans cette résolution du Conseil de sécurité sur l'Iran. La Belgique a une responsabilité particulière en matière de prolifération nucléaire, étant donné l'existence du Centre d'études nucléaires de Mol. L'iridium peut provenir de la maison mère canadienne comme de Mol.

La confusion entre le militaire et le civil en Iran est patente, voyez les derniers rapports de WikiLeaks.

La Belgique s'est révélée être une passoire pour le matériel dangereux; il faudra resserrer les mailles de cette passoire.

L'incident est clos.

Président: Kristof Calvo.

03 Question de M. Willem-Frederik Schiltz au ministre de la Justice sur "la prestation de serment de certains collaborateurs de la CREG en tant qu'officiers de la police judiciaire" (n° 1122)

03.01 Willem-Frederik Schiltz (Open Vld): Certains membres de la CREG deviendront enfin officiers de police judiciaire. Le problème qui se pose maintenant est que nul ne semble savoir où ils devront prêter serment. Le procureur-général diverge d'opinion avec le ministre de la Justice et le directeur de la CREG. Le ministre de l'Énergie peut-il préciser la situation?

03.02 Paul Magnette, ministre (*en néerlandais*): Rien n'empêche de prêter serment en tant qu'officier de police judiciaire de la CREG. Le ministre de la Justice organisera cette prestation de serment dans quelques semaines.

03.03 Willem-Frederik Schiltz (Open Vld): Le ministre de la Justice m'avait dit précédemment qu'il appartenait au procureur-général de régler la question, alors que ce dernier affirmait exactement le contraire.

L'incident est clos.

04 Question de M. David Clarinval au ministre du Climat et de l'Énergie sur "le Service de Médiation de l'Énergie" (n° 1176)

04.01 David Clarinval (MR): Il y a peu, j'ai appris que le Selor n'aurait pas reçu de délégation réglementaire pour organiser l'examen de recrutement des médiateurs dans le secteur de l'énergie et, partant, qu'il violerait l'article 27 de la loi relative à l'organisation du marché du gaz et de l'électricité, ainsi que la Constitution.

Si cela s'avère exact, on peut se demander comment personne n'a remarqué cette situation. Qu'en est-il exactement? La nomination du médiateur néerlandophone qui a pris ses fonctions le 21 janvier 2010 sera-t-elle annulée? Devra-t-il rembourser les émoluments perçus? Quel sera le sort du personnel qu'il a engagé?

04.02 Paul Magnette, ministre (*en français*): Le Selor n'a aucunement dépassé ses droits. Il a agi à ma demande. Le Roi – autorité compétente pour nommer les membres du Service de Médiation pour l'Énergie en vertu de la loi – peut confier l'organisation de la procédure de sélection au Selor (ce qui est d'ailleurs conforme à l'article 9, alinéa 3, de l'arrêté royal fixant les principes généraux du statut administratif et pécuniaire des agents de l'État). La Chambre des représentants avait agi de même lors de la sélection des médiateurs fédéraux.

L'affaire se trouve devant le Conseil d'État, à la suite du recours d'un candidat malheureux à la sélection du médiateur francophone. Pour le médiateur néerlandophone, le délai de recours étant dépassé, sa nomination n'est pas en danger.

04.03 David Clarinval (MR): Votre réponse clarifie les craintes par rapport à l'insécurité juridique potentielle. Cependant, on peut parfois s'interroger sur l'objectivité des jurys composés par le Selor.

L'incident est clos.

05 Question de M. Hans Bonte au ministre du Climat et de l'Énergie sur "la mise en œuvre de la loi du 13 juin 2010 modifiant la loi du 12 juin 1991 relative au crédit à la consommation" (n° 1026)

05.01 Hans Bonte (sp.a): La loi relative au crédit à la consommation a été adoptée le 13 juin 2010. Elle entrera en vigueur après-demain. Les arrêtés d'exécution concernant des matières cruciales, telles que le calcul des taux annuels effectifs globaux, la publicité, les délais, les échéances minimales et le zérotage obligatoire pour les ouvertures de crédit, se font attendre. Il conviendrait également d'examiner l'opportunité d'introduire un maximum pour les coûts annuels en matière de crédits de centralisation.

Où en est la mise en œuvre de la nouvelle loi, plus particulièrement en ce qui concerne la modification de l'arrêté royal du 4 août 1992 relatif aux coûts, aux taux, à la durée et aux modalités de remboursement du crédit à la consommation?

En ce qui concerne la publicité, le calcul du taux annuel effectif global, les délais de remboursement et le zérotage obligatoire pour les ouvertures de crédit, les choses ne sont manifestement pas claires. L'absence de mesures d'exécution posera-t-elle des problèmes après-demain?

Quelles règles et échéances seront instaurées en ce qui concerne le zérotage des ouvertures de crédit?

Un taux annuel effectif global maximum sera-t-il fixé pour les crédits de centralisation?

05.02 Paul Magnette, ministre (*en néerlandais*): Deux projets d'arrêté royal ont été rédigés en exécution de la loi du 13 juin 2010. Le premier concerne la modification de plusieurs arrêtés relatifs à l'enregistrement de données à caractère personnel, à la Centrale des crédits aux particuliers et à d'autres bases de données et avis de règlement collectif de dettes. Il a été soumis en octobre à l'avis du Conseil d'État. Le deuxième projet concerne la modification de plusieurs arrêtés relatifs au crédit à la consommation, dont les arrêtés royaux d'août 1992 et de septembre 1994 concernant les taux effectifs globaux, la durée et les modalités de remboursement du crédit à la consommation et la mise en œuvre des articles modifiés concernant la publicité et la preuve de consultation. Ce projet est en cours d'adaptation dans la foulée de plusieurs avis, dont celui du Conseil de la Consommation, et d'un dernier entretien avec la Commission européenne. Il sera prochainement soumis pour avis au Conseil d'État.

L'absence de dispositions d'exécution n'influe pas sur le remboursement minimal ni sur le zérotage

obligatoire. En vertu de l'article 76 de la loi du 13 juin 2010, l'article 22 modifié n'entre en vigueur que le 1^{er} janvier 2013. Rien ne change non plus en ce qui concerne la publicité puisqu'une longue période transitoire est prévue.

En ce qui concerne le calcul du taux annuel effectif global, la directive donne lieu à diverses interprétations, mais les dispositions actuelles demeurent quasiment inchangées pour la convention de crédit classique. Pour ce qui est des ouvertures de crédit, l'interprétation actuelle de l'administration sera suivie. Les textes adaptés seront communiqués au secteur pour qu'il puisse adapter ses TIC le plus rapidement possible. Les nouvelles dispositions en matière de remboursement et de remise à zéro constituent un volet important de l'arrêté d'exécution en préparation. Il n'existe toutefois pas encore de textes définitifs en raison de l'ambiguïté de la directive elle-même.

Il me semble dès lors plus judicieux d'attendre l'application des nouvelles règles ICAP dans la pratique avant d'y lier, si nécessaire, des maxima modifiés.

05.03 Hans Bonte (sp.a): Je regrette qu'en raison du retard dans la publication des arrêtés royaux, des dispositions essentielles de la loi ne puissent pas être exécutées. La protection supplémentaire du consommateur, surtout en ce qui concerne le coût, pourrait être définie plus précisément au niveau belge et ne doit certainement pas être subordonnée à la directive. Alors que le gouvernement met tardivement en œuvre certaines choses, les banques ne restent pas les bras croisés. Elles irritent les consommateurs avec leurs décisions sur le zérotage – qui empêche d'être en négatif – bien que cela ne découle nullement de la loi. C'est pourquoi j'insiste pour que l'on fasse diligence.

L'incident est clos.

06 Question de M. Peter Logghe au ministre du Climat et de l'Énergie sur "les investissements indispensables dans le North Sea Grid et les atterroissements de la Belgique" (n° 1246)

06.01 Peter Logghe (VB): L'une des sept priorités de l'UE en matière d'énergie est de réaliser des parcs éoliens en mer et de relier ceux-ci avec les réseaux de distribution en Europe du Nord et en Europe centrale.

La présidence belge de l'UE s'applique-t-elle à faire avancer le projet du Réseau Mer du Nord? Des efforts sont-ils consentis afin de réduire la tracasserie administrative? Qu'en est-il du financement? Se peut-il que la complexité de la structure étatique belge entraîne des retards? Cela pousse-t-il les fournisseurs d'énergie offshore à chercher d'autres possibilités que Zeebrugge pour se connecter aux réseaux? Quelles sont les autres possibilités?

06.02 Paul Magnette, ministre (*en néerlandais*): La North Seas Countries Offshore Grid Initiative a été créée sous l'impulsion de la Belgique. Le 3 décembre, les pays participants et les représentants des régulateurs et des gestionnaires de réseau signeront le memorandum of understanding. Différents groupes de travail examineront ensuite la configuration du réseau, le cadre réglementaire, les systèmes de planification et de licence. Sous notre présidence, le développement de réseaux prioritaires et d'énergies renouvelables a été examiné. La Banque européenne d'investissement a déclaré qu'elle examine les éventuelles possibilités de financement adaptées. À l'échelon européen, on examine comment la procédure de permis peut être accélérée. Des accords ont été conclus dans notre pays entre les niveaux de pouvoir pour simplifier les procédures.

Six concessions ont déjà été octroyées sur le Thorntonbank. C-Power entame la deuxième phase et Belwind a également commencé la construction. Elia travaille à la connexion au continent. Tous les parcs d'éoliennes actuels peuvent être reliés à la terre ferme. Pour réaliser une connexion en mer, d'autres pays doivent également développer leurs parcs. Le gouvernement fédéral veut encourager les investissements par le biais d'un système d'aides. Un groupe de travail de la North Seas Countries Offshore Grid Initiative examinera comment attirer les financements.

06.03 Peter Logghe (VB): J'attends avec impatience les résultats des groupes de travail, surtout en ce qui concerne les possibilités de financement. Le travail n'est pas terminé; je continuerai à suivre ce dossier.

L'incident est clos.

07 Question de M. Peter Logghe au ministre du Climat et de l'Énergie sur "les éoliennes en mer du Nord" (n° 1273)

07.01 Peter Logghe (VB): Dans le cadre d'une étude internationale, plusieurs universités, dont la KULeuven, ont examiné la distance optimale entre les éoliennes pour produire un maximum d'énergie. D'après cette étude, pour un parc d'éoliennes composé de turbines de 100 mètres de haut par exemple, avec un diamètre de rotor de 100 mètres et chaque éolienne ayant une capacité de 5 mégawatts, la distance optimale devrait être de dix à vingt fois le diamètre du rotor.

Cela signifie que les éoliennes qui sont déjà placées sont trop rapprochées.

Le ministre peut-il commenter les résultats de l'étude? Existe-t-il des simulations permettant de chiffrer la perte d'énergie subie par l'entreprise parce que les éoliennes sont trop rapprochées? Va-t-on tenir compte de l'étude pour poursuivre l'aménagement du parc Thornton?

07.02 Paul Magnette, ministre (*en néerlandais*): D'après mes informations, cette étude est purement théorique. Elle n'est pas applicable au plateau continental belge mais seulement à une superficie très vaste et quasi infinie, comme un continent.

Nous n'avons pas de distances énormes comme celles qui ont été prises comme point de départ dans l'étude et il est manifeste que les concessionnaires ont optimisé leur projet dans ce sens. La distance actuellement conseillée, de 5 à 7 fois le diamètre du rotor, repose sur les normes internationales de savoir-faire et sur les recommandations contraignantes des fabricants.

Des spécialistes vont évidemment se pencher sur les résultats. Au besoin, les recommandations ou les normes internationales seront modifiées.

L'incident est clos.

08 Question de M. Olivier Henry au ministre du Climat et de l'Énergie sur "la nouvelle loi sur le crédit à la consommation" (n° 1282)

08.01 Olivier Henry (PS): Febelfin annonce qu'à partir du 1^{er} décembre, il ne sera plus possible d'être en négatif sur son compte plus d'un mois à moins de souscrire un contrat de crédit en bonne et due forme. Or, la nouvelle loi sur le crédit à la consommation est très claire: le consommateur "dans le rouge" a trois mois pour revenir en positif.

Allez-vous rappeler aux banques les termes de la loi et vérifier qu'elles l'appliquent correctement?

08.02 Paul Magnette, ministre (*en français*): Le message de Febelfin peut être source de confusion pour le consommateur dans la mesure où il y est affirmé qu'il ne sera plus possible d'être en négatif sur un compte durant plus d'un mois. Il est plus correct de préciser que le dépassement doit atteindre au moins 1 250 euros et que, même dans ce cas, un délai est laissé au client pour apurer son dépassement.

Je ne manquerai pas de rappeler à Febelfin les termes exacts de la loi et je veillerai, bien entendu, à son respect scrupuleux par les organismes de crédit.

08.03 Olivier Henry (PS): Un client est vite démuni devant un banquier qui lui propose un nouveau produit, voire une nouvelle législation. Je compte donc sur vous pour respecter votre engagement.

L'incident est clos.

Président: Olivier Henry.

09 Question de M. Kristof Calvo au ministre du Climat et de l'Énergie sur "l'état de la situation

concernant l'énergie éolienne offshore" (n° 1267)

09.01 Kristof Calvo (Ecolo-Groen!): L'arrêté royal du 17 mai 2004 réserve une zone d'environ 200 km² au placement d'éoliennes en mer du Nord. Les sept concessions domaniales n'ont cependant pas encore été octroyées, la procédure d'octroi ayant même été suspendue.

Est-il exact que la septième zone a été notablement réduite et que cette perte sera compensée? Quand l'arrêté royal de modification de la zone sera-t-il publié? Quelle sera l'incidence de cette modification sur le calendrier de l'octroi de la concession? Le ministre peut-il expliciter les informations diffusées récemment concernant C-Power? Quel est le calendrier prévu pour la mise en œuvre de la puissance présente mais non encore active? Réalise-t-on actuellement des études visant à délimiter une deuxième zone d'éoliennes en mer du Nord?

09.02 Paul Mquette, ministre (*en néerlandais*): La superficie de la septième zone reste suffisante pour y développer un projet viable. Il conviendra ultérieurement de définir une zone de compensation qui devra être approuvée en Conseil des ministres ainsi que par le Conseil d'État. L'arrêté royal est prévu pour le mois de janvier 2011.

La procédure d'octroi devrait durer moins d'un an à compter de la réception de la première demande. Le potentiel actuellement attribué se situe entre 1 600 et 1 800 mégawatts. En dépit de certaines déconvenues, des progrès encourageants ont été enregistrés dans les projets en mer. L'horizon 2020 reste maintenu.

Il conviendra de consacrer une étude au développement de l'énergie éolienne de plus de 2 000 mégawatts et d'examiner dans ce cadre les tarifs qui devront être facturés au consommateur.

L'octroi de nouvelles zones de concession n'est actuellement pas à l'ordre du jour.

09.03 Kristof Calvo (Ecolo-Groen!): Aucune étude relative à une zone supplémentaire n'est dès lors en cours?

09.04 Paul Mquette, ministre (*en néerlandais*): Non.

09.05 Kristof Calvo (Ecolo-Groen!): Je suppose qu'il reviendra au prochain ministre de s'y employer.

L'incident est clos.

La réunion publique est levée à 11 h 37.

De vergadering wordt geopend om 10.23 uur en voorgezeten door de heer Kristof Calvo.

01 Vraag van de heer Peter Logghe aan de minister van Klimaat en Energie over "groenestroomcertificaten voor Electrabel" (nr. 1118)

01.01 Peter Logghe (VB): In de Gentse haven investeert Electrabel 127 miljoen euro om een steenkoolcentrale om te bouwen tot een biomassa centrale die jaarlijks meer dan 1 miljoen megawattuur elektriciteit zal leveren, goed voor een opbrengst van 100 miljoen euro aan groenestroomcertificaten per jaar. Voor het produceren van elektriciteit worden houtpellets uit Canada verbrand. Dat is geenszins de properste of meest innoverende manier om groene stroom op te wekken. Hiermee schieten de groenestroomcertificaten en de steun voor propere energie hun doel toch wel volledig voorbij? Wordt Electrabel, dat nog steeds een monopoliepositie heeft, hierdoor nog sterker? Hoeveel staat het met de nucleaire taks die Electrabel zou moeten betalen?

01.02 Minister Paul Mquette (*Nederlands*): Deze kwestie houdt verband met een beschikking van het Vlaamse Gewest met het oog op het promoten van elektriciteitsproductie uit hernieuwbare energiebronnen. Ik verwijs daarvoor naar mijn collega Freya Van den Bossche. Het wettelijk bestel bevoordelugt niet een enkele producent, maar voorziet in een steunstelsel dat beschikbaar is voor elke investeerder die zich in de productie van elektriciteit op basis van hernieuwbare energiebronnen wil lanceren. Bovendien zal de positie die Electrabel op de elektriciteitsmarkt inneemt niet worden versterkt, aangezien het installatievermogen niet

werd gewijzigd.

Het Grondwettelijk Hof heeft in maart 2010 het beroep tot vernietiging, dat Electrabel, GDF en SPE hadden ingediend tegen de bijdrage van 250 miljoen euro ten laste van de kernexploitanten, verworpen. De belasting voor 2008 en 2009 werd betaald en deze voor 2010 is verschuldigd.

Het incident is gesloten.

Voorzitter: Peter Logghe.

02 Samengevoegde vragen van

- de heer Kristof Calvo aan de minister van Klimaat en Energie over "de export van gammagrafietoestellen aan Iran" (nr. 1268)
- mevrouw Catherine Fonck aan de minister van Klimaat en Energie over "de klachten die werden ingediend tegen de uitvoer van kernmateriaal naar Iran" (nr. 1304)
- de heer Olivier Deleuze aan de minister van Klimaat en Energie over "de uitvoer naar Iran van materiaal waarop een embargo rust" (nr. 1307)

02.01 Kristof Calvo (Ecolo-Groen!): Het verarmde uranium, waarover een van de klachten in het dossier van nucleair transport naar Iran gaat, zou deel uitmaken van gammagrafietoestellen die een negatief advies kregen tijdens de CANVEK-commissie van 19 maart. Deze toestellen zouden immers kunnen worden gebruikt in de nucleaire sector en het bedrijf van bestemming stond op dat moment bekend als een problematisch bedrijf.

Klopt deze informatie? Heeft de minister aanwijzingen van fouten op administratief of politiek vlak? Waarom heeft hij ons tijdens de commissievergadering van 17 november niet gewezen op het feit dat gammagrafietoestellen ook een nucleair gebruik kennen?

Is er al meer duidelijkheid over de afloop van de juridische procedures? Kan het bedrijf in kwestie zijn werkzaamheden verder zetten? Heeft de minister maatregelen genomen om nieuwe problemen te vermijden? Heeft het betrokken Gewest voor of na het negatieve advies van maart 2009 nog exportvergunningen toegekend voor gammagrafietoestellen? Weet de minister van gelijkaardige leveringen door andere Belgische bedrijven? Klopt het dat niet alle Gewesten voor dat soort materialen CANVEK consulteren? Kan de minister meer kwijt over een ander dossier inzake zirkonumpoeder? Kan hij ons meer vertellen over alle inbreuken die zijn vastgesteld op de wet van 9 februari 1981 sinds mijn vraag van 17 november?

02.02 Catherine Fonck (cdH): Als een zogenaamd vertrouwelijke nota van de Commissie van advies voor de niet-verspreiding van kernwapens (CANVEK) kennelijk 'van de camion is gevallen', zou het logisch zijn dat iedereen erover kan beschikken.

Hebben nog andere bedrijven dan MDS Nordion in Fleurus het uitvoerverbod geschonden, of het verbod tot het faciliteren van de levering aan Iran van materiaal dat kan worden gebruikt bij de verrijking, opwerking of aanmaak van zwaar water? Ik heb gelezen dat er acht zendingen zouden zijn geweest. Welke route hebben die zendingen gevolgd? Het lijkt mij sterk dat dergelijke transporten onopgemerkt blijven.

Heeft MDS Nordion de verantwoordelijke instanties geraadpleegd? Op 13 maart 2008 werd er door de FOD Economie een klacht ingediend over zirkonumpoeder. Uzelf hebt pas op 18 mei 2010 een klacht ingediend. Hoe komt het dat u zich pas twee jaar later burgerlijke partij hebt gesteld, welk nieuw feit heeft u daartoe bewogen?

In het dossier betreffende het verarmd uranium heeft u zich niet burgerlijke partij gesteld, hoewel de FOD Economie in 2010 een klacht heeft ingediend. Vanwaar die discordantie tussen beide dossiers?

Moeten we ons niet afvragen of er de voorbije vijf of tien jaar geen kernmateriaal werd uitgevoerd dat aan het toezien oog van de controlediensten zou zijn ontsnapt? Is het waarschuwingssysteem toereikend? Welke

verantwoordelijkheid draagt de Belgische overheid wat het opsporen van dergelijk geëxporteerd materiaal betreft?

02.03 **Olivier Deleuze** (Ecolo-Groen!): Wij hebben het dossier dat aan de CANVEK werd overgezonden, ontvangen.

Gelet op het grote aantal machines die geleverd zouden worden, vergroot het risico dat die toestellen voor militaire toepassingen worden gebruikt. Bovendien mag de uitvoer van gammagrafietoestellen die iridium-192 als stralingsbron gebruiken, niet worden toegestaan. Om die redenen heeft de CANVEK een negatief advies over de uitvoer gegeven. Het probleem schuilt dus niet in de manier waarop het dossier werd ingediend, zoals u in de commissie had gesteld. Het lijkt er steeds meer op dat het materiaal wel degelijk verstuurd werd.

Heeft uw administratie een klacht ingediend met betrekking tot het dossier dat op 19 maart door de CANVEK werd onderzocht en waarover die commissie een negatief advies heeft uitgebracht? Gaat het effectief om dat materiaal?

Maken de machtigingen die u heeft geweigerd voor zink, zirkonium en uranium, en de twee klachten die u heeft ingediend, deel uit van hetzelfde dossier? Indien dat niet het geval is, op welk materiaal hebben ze dan wel betrekking?

02.04 Minister **Paul Magnette** (*Frans*): Ik wil nog steeds volledige klaarheid scheppen in dit dossier, maar ik moet rekening houden met de lopende gerechtelijke procedure. Bovendien moet ik u eraan herinneren dat de verslagen van de CANVEK vertrouwelijk zijn, en dat de verspreiding ervan onder de wet van 11 december 1998 valt.

(*Nederlands*) We hebben a posteriori ontdekt dat er uitvoer van verarmd uranium is geweest, dat in de verpakking van de vervoerde bronnen zat. Ik heb tijdens vorige vergadering al geantwoord dat er geen aanvraag voor een machtiging voor de uitvoer van verarmd uranium is geweest en dat er hierover een strafklacht werd ingediend.

Er was wel een uitvoeraanvraag voor iridium, hetgeen niet verboden is. CANVEK leverde daarvoor toch een negatief advies, omdat het over een uitvoer naar Iran ging. Ik heb dat advies op 4 juni 2009 gevolgd. Er werd hier dus twee keer een inbreuk op de regelgeving gepleegd. Het gerecht onderzoekt nu of er nadien nog leveringen zijn gebeurd.

Het gerecht onderzoekt ook of de uitvoer van gammagrafietoestellen iets te maken heeft met de uitvoer van verarmd uranium. De vorige vergadering heb ik daarover al alle informatie gegeven waarover ik beschik. Gammagrafietoestellen hebben een radioactieve bron met een omhulsel waarin verarmd uranium is ingesloten en worden gebruikt in de industrie of de geneeskunde.

(*Frans*) De vraag of een product al dan niet in een bepaald onderdeel van de industrie kan worden gebruikt, valt niet binnen mijn bevoegdheidsdomein. Ik volg de adviezen van de CANVEK. Wanneer een product op de lijst staat, moet er een aanvraag worden ingediend. Wanneer het gaat om een uitvoeraanvraag naar Iran, moet ze worden afgewezen, overeenkomstig de bestaande regels, die daarover geen enkele twijfel laten bestaan.

Mijn administratie beschikt niet over informatie betreffende de stand van zaken van de gerechtelijke procedure. Ik wacht de resultaten van het onderzoek af om uit te maken of er bijkomende maatregelen moeten worden genomen. De CANVEK werd niet meer om advies gevraagd voor uitvoervergunningen voor gammagrafietoestellen naar Iran.

Het dossier kan niet door de CANVEK worden behandeld. Een advies over de uitreiking of de weigering van

de vergunning van de minister van Energie kan enkel worden verstrekt wanneer het betrokken Gewest de gevraagde informatie heeft overgezonden. Daarmee rijst meteen de vraag of de procedure niet moet worden hervormd.

(Nederlands) Ik heb mijn administratie gevraagd om in de archieven van de CANVEK alle inbreuken op de wet van 9 februari 1981 op te zoeken.

(Frans) Wat het zirkonium betreft, behoren de twee geweigerde machtigingen effectief tot hetzelfde dossier.

Ik herhaal het ter attentie van mijnheer Deleuze: er werd geen machtigingsaanvraag ingediend voor de uitvoer van zirkonumpoeder naar Iran. Bijgevolg diende de CANVEK geen advies uit te brengen over die uitvoer, maar werd de commissie er wel van op de hoogte gebracht door de cel Embargo, naar aanleiding van een leveringsfactuur.

Op 13 maart 2008 heb ik dan een strafklacht ingediend en op 18 mei 2010 een klacht met burgerlijke partijstelling. Beide dossiers worden op dezelfde wijze behandeld, alleen de data verschillen.

Wat de datum betreft waarop het Federaal Agentschap voor Nucleaire Controle door Euratom werd geïnformeerd, verwijs ik u naar de minister van Binnenlandse Zaken. De CANVEK werd vervolgens op 21 december 2009 door het Agentschap ingelicht, evenals de Algemene Directie Energie, aangezien de AD het secretariaat van de CANVEK verzorgt.

02.05 Kristof Calvo (Ecolo-Groen!): Ik had liever gehad dat het antwoord wat 'politieker' was en wat minder administratief. De minister geeft een heel creatieve invulling aan het begrip totale transparantie. Volgens de minister is het namelijk niet zijn taak om te weten of het in de nucleaire industrie wordt gebruikt. En hij vindt dat hij een en ander niet had mogen zeggen in de vorige commissievergadering.

02.06 Minister Paul Magnette *(Frans)*: Dat is niet wat ik heb gezegd, mijnheer Calvo. Ik heb gezegd dat de vraag niet ter zake doet: wanneer een product op de lijst staat, mag het niet worden uitgevoerd. Punt uit!

Het is niet de bedoeling de discussie te rekken, louter omdat u daar plezier in schept!

02.07 Kristof Calvo (Ecolo-Groen!): In het verslag van de CANVEK van 19 maart komt heel uitgebreid aan bod dat het nucleaire toepassingen kent. De minister wil geen bijkomende maatregelen nemen in afwachting van juridische conclusies, terwijl we ten allen tijde moeten vermijden dat er bijkomende problemen opduiken.

Opnieuw gaat de minister niet in op het verhaal van de exportvergunning en de samenwerking tussen het federale niveau en de Gewesten. Een minister die bevoegd is voor de nucleaire non-proliferatie moet stappen zetten naar meer duidelijkheid. Ik verwacht niet dat hij rechter speelt, maar ik verwacht wel van hem meer informatie en betrokkenheid. Op deze manier zullen er vragen blijven opduiken. Dit is niet goed voor onze internationale geloofwaardigheid.

De minister neemt er blijkbaar zonder meer akte van dat de vertegenwoordiger van het Vlaams Gewest meedeelt dat hij zijn administratie zal vragen om zulke toestellen niet langer te rapporteren aan de CANVEK. Als de minister op deze lijn blijft zal de subcommissie Nucleaire Veiligheid nog belangrijker worden dan ze vandaag al is.

02.08 Catherine Fonck (cdH): U hebt niet bevestigd hoe vaak er werd geëxporteerd. Me dunkt dat er 40 à 80 kilogram verarmd uranium moet zijn uitgevoerd.

Ik heb ernstige vragen bij de manier waarop een en ander is kunnen gebeuren. Die stoffen werden niet in een simpel plastic zakje geëxporteerd. Ik kan er niet bij dat dergelijke producten zonder dat iemand ervan afweet kunnen worden getransporteerd naar Iraanse kernfabrieken, waarvan men vermoedt dat ze militaire doeleinden dienen.

Het is algemeen bekend dat Iran mist spuit over de militaire dan wel civiele aanwending van zijn nucleaire industrie. We moeten meer dan ooit waakzaam zijn.

U hebt bevestigd noch ontkend dat u contacten hebt gehad met de internationale instanties of de bedrijven zelf, teneinde te achterhalen voor wie dat geëxporteerd materiaal uiteindelijk bestemd was.

Het Parlement moet zich over deze aangelegenheid buigen, er een debat over organiseren, de gegevens van de afgelopen jaren verzamelen, de wetgeving herzien en de zwakke punten wegwerken.

Ik ben verbaasd over de verschillen tussen uw versie en die van de lokale overheden van Fleurus, een gemeente waar uw partij de absolute meerderheid heeft.

02.09 Minister **Paul Magnette** (*Frans*): Heeft u het over de gemeenteraad van Fleurus?

02.10 **Catherine Fonck** (cdH): Ik heb het over de overheden, die beweren dat het niet om splijtstoffen gaat, maar om kleine hoeveelheden verarmd uranium, dat wordt gebruikt om veiligheidscontainers en andere gestandaardiseerde commerciële producten te vervaardigen, die mensen tegen straling beschermen.

Er loopt een gerechtelijk onderzoek, maar sommigen hebben al geconcludeerd dat er geen gevaar dreigde. Ik vind dat erg lichtzinnig.

02.11 Minister **Paul Magnette** (*Frans*): Ik ben niet verantwoordelijk voor de uitspraken van de plaatselijke afdeling van Wanfercée-Baulet!

02.12 **Catherine Fonck** (cdH): Ik weet dat u in de regio Charleroi de lakens uitdeelt.

02.13 Minister **Paul Magnette** (*Frans*): Het is niet zo eenvoudig om welke boodschap dan ook door te geven aan de burgemeesters.

02.14 **Catherine Fonck** (cdH): Als Iran morgen kernbommen maakt, zullen we allemaal de hand in eigen boezem moeten steken!

02.15 **Olivier Deleuze** (Ecolo-Groen!): Volgens de Amerikaanse ambassade vallen die toestellen niet onder de definitie van dubbel gebruik (voor civiele en militaire doeleinden) die werd vastgelegd in de resolutie van de Veiligheidsraad over Iran. België draagt een bijzondere verantwoordelijkheid op het stuk van de nucleaire proliferatie, gezien de aanwezigheid van het Studiecentrum voor Kernenergie in Mol. Het iridium kan zowel uit het Canadese moederbedrijf als uit Mol afkomstig zijn.

In Iran is de grens tussen civiel en militair gebruik zeer vaag, zoveel is duidelijk. Dat blijkt ten overvloede uit de recentste onthullingen op WikiLeaks.

België is blijkbaar zo lek als een zeef wat de levering van gevaarlijk materiaal betreft. We moeten de gaatjes in die zeef zo klein mogelijk maken.

Het incident is gesloten.

Voorzitter: Kristof Calvo.

03 **Vraag van de heer Willem-Frederik Schiltz aan de minister van Justitie over "de eedaflegging van sommige CREG-medewerkers tot officier van de gerechtelijke politie" (nr. 1122)**

03.01 **Willem-Frederik Schiltz** (Open Vld): Een aantal leden van de CREG wordt – eindelijk – benoemd tot officier van justitie. Probleem is nu dat niemand blijkt te weten waar zij de eed moeten afleggen. De procureur-generaal heeft hierover een andere mening dan de minister van Justitie en de directeur van de CREG. Kan de minister van Energie duidelijkheid brengen?

03.02 Minister **Paul Magnette** (*Nederlands*): Er bestaan geen bezwaren tegen de eedaflegging als officier van gerechtelijke politie van de CREG. De minister van Justitie zal binnen enkele weken de eedaflegging organiseren.

03.03 Willem-Frederik Schiltz (Open Vld): Eerder had de minister van Justitie mij gezegd dat de procureur-generaal dit moest regelen, terwijl de procureur-generaal net het omgekeerde zei.

Het incident is gesloten.

04 Vraag van de heer David Clarinval aan de minister van Klimaat en Energie over "de ombudsdienst voor Energie" (nr. 1176)

04.01 David Clarinval (MR): Ik vernam onlangs dat Selor niet de vereiste reglementaire machtiging zou hebben gekregen om het wervingsexamen voor de ombudsmannen in de energiesector te organiseren. Zodoende zou het Selectiebureau van de overheid artikel 27 van de wet betreffende de organisatie van de gas- en de elektriciteitsmarkt, alsook de Grondwet, hebben geschonden.

Indien die informatie klopt, rijst de vraag hoe het kan dat niemand dit heeft opgemerkt. Wat is de precieze toedracht? Zal de benoeming van de Nederlandstalige ombudsman die op 21 januari 2010 zijn functie opnam, worden vernietigd? Zal hij zijn bezoldiging moeten terugstorten? Wat gebeurt er met het personeel dat intussen in dienst werd genomen?

04.02 Minister Paul Magnette (Frans): Selor is niet buiten zijn boekje gegaan. Het heeft gehandeld op mijn vraag. De Koning – die krachtens de wet de bevoegde overheid is om de leden van de ombudsdienst voor Energie te benoemen – kan de organisatie van de selectieprocedure toevertrouwen aan Selor, conform artikel 9, derde lid, van het koninklijk besluit tot bepaling van de algemene principes van het administratief en geldelijk statuut van de rijksambtenaren. De Kamer van volksvertegenwoordigers volgde trouwens dezelfde werkwijze voor de selectie van de federale ombudsmannen.

Deze zaak is aanhangig bij de Raad van State, nadat een niet-geselecteerde Franstalige kandidaat beroep aantekende. Voor de Nederlandstalige ombudsman is er geen probleem, want de termijn voor het aantekenen van beroep is verstreken en zijn benoeming staat dus niet op de helling.

04.03 David Clarinval (MR): Uw antwoord brengt meer duidelijkheid over de vragen die gerezen waren met betrekking tot een eventuele rechtsonzekerheid. Toch kan de objectiviteit van de door Selor samengestelde jury's soms ter discussie worden gesteld.

Het incident is gesloten.

05 Vraag van de heer Hans Bonte aan de minister van Klimaat en Energie over "de uitvoering van de wet van 13 juni 2010 tot wijziging van de wet van 12 juni 1991 op het consumentenkrediet" (nr. 1026)

05.01 Hans Bonte (sp.a): Op 13 juni 2010 werd de wet inzake consumentenkredieten goedgekeurd. Deze treedt overmorgen in werking. De uitvoeringsbesluiten inzake cruciale zaken zoals de berekening van de jaarlijkse kostenpercentages, de reclame, de termijnen, de minimale termijnbedragen en de verplichte nulstelling voor kredietopeningen laten op zich wachten. Ook zou worden onderzocht of het opportuun is om een maximum in te voeren voor de jaarlijkse kosten inzake centralisatiekredieten.

Wat is de stand van zaken met betrekking tot de uitvoering van de nieuwe wet, in het bijzonder inzake de wijziging van het KB van 4 augustus 1992 betreffende de kosten, de percentages, de duur en de terugbetalingsmodaliteiten van het consumentenkrediet?

Inzake de reclame, het berekenen van het jaarlijkse kostenpercentage, de terugbetalingstermijnen en de verplichte nulstelling voor kredietopeningen bestaat er blijkbaar onduidelijkheid. Zal het gebrek aan uitvoeringsmaatregelen overmorgen voor problemen zorgen?

Welke regels en termijnen worden ingesteld inzake de nulstelling voor kredietopeningen?

Wordt er een maximaal jaarlijks kostenpercentage ingesteld voor centralisatiekredieten?

05.02 Minister Paul Magnette (Nederlands): In uitvoering van de wet van 13 juni 2010 werden twee ontwerpen van KB opgesteld. Het eerste betreft de wijziging van verschillende besluiten inzake de registratie

van persoonsgegevens, de Centrale voor Krediet aan Particulieren en andere databanken en berichten van collectieve schuldenregeling. Het werd in oktober voor advies overgemaakt aan de Raad van State. Een tweede ontwerp betreft de wijziging van verschillende besluiten inzake consumentenkrediet waaronder de KB's van augustus 1992 en september 1994 betreffende de kostenpercentages, de duur en de terugbetalingsmodaliteiten van het consumentenkrediet en de uitvoering van de gewijzigde artikelen met betrekking tot reclame en het bewijs van raadpleging. Dit ontwerp wordt momenteel aangepast na adviezen van, onder meer, de Raad voor het Verbruik en een laatste onderhoud met de Europese Commissie. Het zal eerstdaags voor advies worden overgemaakt aan de Raad van State.

Het ontbreken van uitvoeringsbepalingen heeft geen effect op de minimale terugbetaling of de verplichte nulstelling. Door artikel 76 van de wet van 13 juni 2010 treedt het gewijzigde artikel 22 immers pas in werking op 1 januari 2013. Wat de reclame betreft is er evenmin een effect, aangezien er in een ruime overgangsperiode is voorzien.

Wat de berekening van het jaarlijks kostenpercentage betreft, geeft de richtlijn aanleiding tot uiteenlopende interpretaties, maar de huidige bepalingen blijven voor de klassieke kredietovereenkomst quasi onveranderd. Wat de kredietopeningen betreft zal de huidige interpretatie van de administratie worden gevolgd. De aangepaste teksten zullen worden meegedeeld aan de sector opdat zij hun ICT-aanpassingen zo snel mogelijk kunnen doorvoeren. De nieuwe bepalingen inzake terugbetaling en nulstelling vormen een belangrijk deel van het uitvoeringsbesluit dat in voorbereiding is. Er zijn echter nog geen definitieve teksten omdat de richtlijn zelf niet duidelijk is.

Daarom lijkt het mij zinvoller om eerst de toepassing van de nieuwe ICAP-regels in de praktijk af te wachten alvorens hieraan, indien nodig, gewijzigde maxima vast te knopen.

05.03 Hans Bonte (sp.a): Ik betreur de laattijdigheid van de KB's waardoor cruciale elementen van de wet niet kunnen worden uitgevoerd. De extra bescherming voor de consument, zeker wat de kosten betreft, zou op Belgisch niveau toch wel scherper kunnen en moet zeker niet afhankelijk worden gemaakt van de richtlijn. Terwijl de regering laattijdig een aantal zaken uitvoert zitten de banken niet stil. Zij jagen de consumenten de gordijnen in met beslissingen over de nulstelling – waardoor men niet meer 'in het rood' kan gaan – alhoewel dit geenszins uit de wet voortvloeit. Daarom dring ik aan op speed.

Het incident is gesloten.

06 Vraag van de heer Peter Logghe aan de minister van Klimaat en Energie over "de noodzakelijke investeringen voor het Noordzeegrid en het Belgisch treuzelen" (nr. 1246)

06.01 Peter Logghe (VB): Het realiseren van offshore windenergie en de verbinding ervan met het elektriciteitsnet van Noord- en Centraal-Europa is een van de zeven energieprioriteiten van de EU.

Zorgt het Belgische EU-voorzitterschap ervoor dat er vooruitgang wordt geboekt inzake de Noordzeegrid? Worden er inspanningen gedaan om de administratieve rompslomp te verminderen? Hoe zit het met de financiering? Is het mogelijk dat de complexe Belgische staatsstructuur de zaken vertraagt? Zoeken offshore energieleveranciers daardoor naar andere gridmogelijkheden dan Zeebrugge? Welke alternatieven zijn er?

06.02 Minister Paul Magnette (Nederlands): Onder Belgische impuls werd het North Seas Countries Offshore Grid Initiative opgericht. Op 3 december zullen de deelnemende landen en de vertegenwoordigers van de regulatoren en netwerkbeheerders het memorandum of understanding ondertekenen. Daarna zullen verschillende werkgroepen zich buigen over de configuratie van het netwerk, het regelgevend kader, de planning- en vergunningstelsels. Onder ons voorzitterschap werd de ontwikkeling van de voorrangsnetten en van hernieuwbare energie besproken. De *European Investment Bank* heeft verklaard om de mogelijkheid van aangepaste financieringsmogelijkheden te onderzoeken. Op Europees niveau wordt onderzocht hoe de vergunningsprocedure kan worden versneld. In ons land zijn afspraken gemaakt tussen de beleidsniveaus om de procedures te vereenvoudigen.

Er werden reeds zes concessies toegewezen op de Thorntonbank. C-Power begint aan de tweede fase en ook Belwind is begonnen aan de constructie. Elia is bezig aan de verbinding met het vasteland. Alle huidige

windmolenparken kunnen via het vasteland worden verbonden. Voor een verbinding op zee moeten ook andere landen hun parken uitbouwen. Via een steunsysteem wil de federale overheid investeringen aanmoedigen. Ook een werkgroep van de *North Seas Countries Offshore Grid Initiative* zal onderzoeken hoe financiering kan worden aangetrokken.

06.03 **Peter Logghe** (VB): Ik kijk uit naar de resultaten van de werkgroepen, vooral inzake de financieringsmogelijkheden. Het werk is nog niet af, ik blijf dit opvolgen.

Het incident is gesloten.

07 **Vraag van de heer Peter Logghe aan de minister van Klimaat en Energie over "de windturbines in de Noordzee" (nr. 1273)**

07.01 **Peter Logghe** (VB): Een aantal universiteiten, waaronder de KULeuven, heeft in een internationale studie de optimale afstand tussen windturbines om optimaal energie op te wekken, onderzocht. Volgens deze studie zou bijvoorbeeld voor een windmolenpark bestaande uit turbines van 100 meter hoog, een rotordiameter van 100 meter en elk een vermogen van 5 megawatt, de optimale afstand tien tot twintig keer de diameter van de rotor moeten zijn.

Dat betekent concreet dat de windturbines die tot nog toe geplaatst zijn, te dicht op elkaar staan.

Heeft de minister commentaar bij de resultaten van de studie? Bestaan er simulaties waaruit blijkt hoeveel energieverlies de maatschappij lijdt door het te dicht plaatsen van de windturbines? Zal er rekening gehouden worden met de studie voor de verdere aanleg van het Thorntonpark?

07.02 Minister **Paul Magnette** (*Nederlands*): Op basis van mijn informatie is de studie zuiver theoretisch. Ze is niet toepasbaar op het Belgisch Continentaal Plat (BCP), maar alleen op een grote, bijna oneindige oppervlakte zoals een continent.

Wij beschikken niet over de enorme afstanden waarvan wordt uitgegaan in de studie en het is duidelijk dat de concessiehouders hun project in die zin geoptimaliseerd hebben. De huidige aanbevolen afstand van 5 tot 7 keer de rotordiameter is gebaseerd op internationale normen van goed vakmanschap en op de dwingende aanbevelingen van de fabrikanten.

Uiteraard zullen de resultaten van de studie door specialisten worden geanalyseerd. Indien nodig zullen de internationale aanbevelingen of normen worden gewijzigd.

Het incident is gesloten.

08 **Vraag van de heer Olivier Henry aan de minister van Klimaat en Energie over "de nieuwe wet betreffende het consumentenkrediet" (nr. 1282)**

08.01 **Olivier Henry** (PS): Febelfin laat weten dat roodstand gedurende meer dan een maand vanaf 1 december niet langer mogelijk zal zijn, behoudens voor wie volgens het boekje een kredietovereenkomst sluit. De nieuwe wet op het consumentenkrediet bepaalt echter duidelijk dat een consument die onder nul gaat, drie maanden de tijd heeft om een positief saldo op te bouwen.

Zal u de banken wijzen op die wetsbepaling en controleren of ze die correct toepassen?

08.02 Minister **Paul Magnette** (*Frans*): De mededeling van Febelfin kan tot verwarring leiden bij de consument omdat erin wordt gesteld dat het niet meer mogelijk zal zijn om langer dan een maand in het rood te staan. Het is echter juist daaraan toe te voegen dat de overschrijding minstens 1.250 euro moet bedragen en dat de klant zelfs dan wat tijd krijgt om zijn debetsaldo aan te zuiveren.

Ik zal niet nalaten Febelfin de wetsbepaling exact in herinnering te brengen en ik zal er uiteraard over waken dat de kredietinstellingen ze scrupuleus naleven.

08.03 **Olivier Henry** (PS): De klant heeft vaak weinig verweer tegenover een bankier die hem een nieuw product voorstelt of schermt met nieuwe wetgeving. Ik reken er dus op dat u uw belofte zal nakomen.

Het incident is gesloten.

Voorzitter: Olivier Henry.

09 Vraag van de heer Kristof Calvo aan de minister van Klimaat en Energie over "de stand van zaken met betrekking tot offshore windenergie" (nr. 1267)

09.01 Kristof Calvo (Ecolo-Groen!): Door het KB van 17 mei 2004 is er in de Noordzee een zone van ongeveer 200 vierkante kilometer afgebakend voor windmolens. De zeven domeinconcessies zijn echter nog steeds niet toegekend. De procedure voor de toekenning zou zelf geschorst zijn.

Ik vernam dat de zevende zone aanzienlijk verkleind werd. Het verlies zou elders gecompenseerd worden. Klopt dat? Wanneer zal het KB ter wijziging van de zone gepubliceerd worden? Wat betekent deze wijziging voor de timing van de toekenning van de concessie? Kan de minister meer informatie geven over het recente nieuws over C-Power? Wat is de timing voor de realisatie van het nog niet-actieve aanwezige vermogen? Lopen er studies inzake de afbakening van een tweede zone voor windmolens in de Noordzee?

09.02 Minister Paul Magonette (Nederlands): De oppervlakte van de zevende zone blijft voldoende voor een leefbaar project. In een latere fase moet een compensatiezone worden vastgelegd, die goedgekeurd moet worden door de ministerraad en de Raad van State. Het KB wordt verwacht in januari 2011.

De toekenningprocedure zou vanaf de ontvangst van de eerste aanvraag in minder dan een jaar rond moeten zijn. Het momenteel toegekend potentieel bedraagt tussen de 1.600 en 1.800 megawatt. Ondanks tegenslagen is de vooruitgang van de offshore projecten bemoedigend. De streefdatum van 2020 komt niet in het gedrang.

Er moet een volledige studie plaatsvinden over de ontwikkeling van windenergie van meer dan 2.000 megawatt, met aandacht voor de prijs die de consument zal moeten betalen.

De toekenning van nieuwe concessiezones is momenteel niet aan de orde.

09.03 Kristof Calvo (Ecolo-Groen!): Er loopt dus geen concrete studie over een extra zone?

09.04 Minister Paul Magonette (Nederlands): Neen.

09.05 Kristof Calvo (Ecolo-Groen!): Ik vermoed dat de volgende minister daarvan werk zal moeten maken.

Het incident is gesloten.

De openbare commissievergadering wordt gesloten om 11:37 uur.